

AIDE FISCALE À L'INVESTISSEMENT OUTRE-MER

DECLARATION DES INVESTISSEMENTS REALISÉS DANS UN DÉPARTEMENT OU UNE COLLECTIVITÉ D'OUTRE MER

(Article 242 sexies du code général des impôts)

Cette déclaration doit être souscrite par toute personne morale qui réalise, en vue de le donner en location, un investissement ouvrant droit à l'avantage fiscal prévu à l'article 199 undecies A, 199 undecies B ou 217 undecies du CGI.

Elle doit être déposée, en double exemplaire, dans les mêmes délais que la déclaration de résultats ou de bénéfices, au titre de l'exercice au cours duquel l'investissement est livré ou achevé s'il s'agit d'un immeuble auprès du service des impôts gestionnaire de la personne morale qui acquiert l'investissement.

Dans le cadre de la loi n° 51-711 du 7 juin 1951 sur l'obligation, la coordination et le secret en matière de statistiques, vous êtes informé de la transmission à l'INSEE des données comptables déclarées, à des fins d'exploitation statistique.

Exercice du au

I - PROPRIETAIRE DE L'INVESTISSEMENT

A – IDENTIFICATION

Dénomination de la personne morale		Forme juridique	
Siège social		N° SIREN	

La charte du contribuable : des relations entre l'administration fiscale et le contribuable basées sur les principes de simplicité, de respect et d'équité. Disponible sur www.impôts.gouv.fr et auprès de votre service des impôts.

B – ASSOCIES OU MEMBRES

[illegible]

II. INVESTISSEMENT ACQUIS ET DONNE EN LOCATION

Code investiss ement	Nature de l'investissement	Lieu d'exploitation ou situation à titre principal		Date de livraison ou d'achèvement	Date de mise en location	Date de début d'exploitation	Prix de revient HT (3)	Base de l'avantage fiscal (3)	Article du CGI (4)	Taux de la réduction d'impôt (en %)	Impact		Nature de la décision (7)	Date de la décision	Subventions accordées			TVA non perçue récupérée Montant(3)	Aides accordées au titre d'un régime fiscal local Montant(3)
		DOM ou COM (1)	Commune								Emplois créés (5)	Emplois maintenus (6)			Montant (3)	Partie versante (8)	Date d'attribution		
HM	Hôtellerie – mobilier																		
HC	Hôtellerie – travaux de construction																		
HR	Hôtellerie – travaux de rénovation																		
PL	Bateaux de plaisance																		
TM	Moyens de transports maritimes																		
TT	Moyens de transports terrestres																		
TA	Moyens de transports aériens																		
AD	Matériel audiovisuel																		
IN	Industrie – bâtiments ou l'équipement																		
PE	Pêche																		
AGO	Agroalimentaire																		
AGI	Agriculture																		
AQ	Aquaculture																		
ERV	Energies renouvelables – Panneaux photovoltaïque																		
ERE	Energies renouvelables – Eoliennes																		
ERB	Energies renouvelables – Biogaz																		
ERS	Energies renouvelables – Chauffe-eau solaire																		
ER	Energies renouvelables – Autres																		
SP	Concession de SPIC																		
TEL	Matériel de télécommunications																		
BTP	Matériel pour bâtiments ou travaux publics																		
ART	Artisanat																		
TO	Tourisme																		
PO	Manutention portuaire																		
SI	Services informatiques																		
AU	Autres																		
LOGL	Logement : secteur libre	Voir page 4																	
LOGT	Logement : secteur intermédiaire																		
LOGS	Logement : sociaux ou très sociaux																		

- (1) Martinique(MT), Guadeloupe (GA), Guyane (GY), Réunion (R), Saint Martin (SM), Saint Barthélemy (SB), Saint Pierre et Miquelon (SPM), Mayotte (MY), Nouvelle Calédonie (NC), Polynésie française (PF), Wallis (W), Futuma (F), Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF)
- (2) Préciser le code postal. Pour Wallis et Futuma, indiquer la circonscription
- (3) Montant H.T. En Euros – Ne pas mentionner les centimes
- (4) Articles 199 undicies A: (A), article 199 undicies B : (B), article 217 undicies (U)
- (5) Nombre d'emplois directs, équivalents temps plein, devant être créés au cours des cinq premières années d'exploitation de l'investissement
- (6) Nombre d'emplois directs, équivalents temps plein, devant être maintenus au cours des cinq premières années d'exploitation de l'investissement
- (7) Décision d'agrément (DA), ou à défaut, de l'accord de principe (AC) ou de l'autorisation préalable (AU), plein droit (PL)
- (8) Union européenne : UE – Etat : E – Région : R – Département : D – Autres : A

IV - LOGEMENTS

A – LOGEMENTS : SECTEUR LIBRE

Nature	Nombre	Superficie totale habitable en m ²	Lieu de situation		Préciser si les logements sont acquis (A) ou construits (C)	Date livraison	Date de mise en location	Si les logements sont situés en ZUS cocher	Si les logements comportent des équipements d'énergie renouvelables cocher	Prix HT
			DOM COM (1)	Commune (2)						
F1										
F2										
F3										
F4										
F5 et plus										
TOTAL										

B – LOGEMENTS : SECTEUR INTERMEDIAIRE

Nature	Nombre	Superficie totale habitable en m ²	Lieu de situation		Préciser si les logements sont acquis (A) ou construits (C)	Date livraison	Date de mise en location	Si les logements sont situés en ZUS cocher	Si les logements comportent des équipements d'énergie renouvelables cocher	Prix HT
			DOM COM (1)	Commune (2)						
F1										
F2										
F3										
F4										
F5 et plus										
TOTAL										

C – LOGEMENTS SOCIAUX OU TRES SOCIAUX

Nature	Nombre	Superficie totale habitable en m ²	Lieu de situation		Préciser si les logements sont acquis (A) ou construits (C)	Date livraison	Date de mise en location	Si les logements sont situés en ZUS cocher	Si les logements comportent des équipements d'énergie renouvelables cocher	Prix HT
			DOM COM (1)	Commune (2)						
F1										
F2										
F3										
F4										
F5 et plus										
TOTAL										

(1) Martinique (MT), Guadeloupe (GA), Guyane (GY), Réunion (R), Saint Martin (SM), Saint Barthélemy (SB), Saint Pierre et Miquelon (SPM), Mayotte (MY), Nouvelle Calédonie (NC), Polynésie française (PF), Wallis (W), Futuna (F), Terres Australes et Antarctiques Françaises (TAAF)

(2) Préciser le code postal. Pour Wallis et Futuna, indiquer la circonscription.

V - ENTREPRISE EXPLOITANTE OU LOCATAIRE DE L'INVESTISSEMENT

REPORT DU CODE DE L'INVESTISSEMENT MENTIONNÉ EN PAGE 2	NOM ET PRÉNOM OU DÉTERMINATION SOCIALE	SIREN (LE CAS ÉCHÉANT)	CODE ACTIVITÉ (APE)	ADRESSE	NATURE DES LIENS AVEC LA PERSONNE MORALE (EN %) (1)	QUOTE-PART DE L'AIDE FISCALE RÉTROCEDÉE PAR LA PERSONNE MORALE (EN %)

(1) : Préciser, le cas échéant, le pourcentage de participation détenu par la société exploitante dans la société propriétaire de l'investissement

Identification du déclarant					
Nom					
Qualité					
Adresse					
Fait à		Le		<u>Signature</u>	